

LA SITUATION ECONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE ET LE TARIF DOUANIER

La situation économique d'un grand pays est toujours intéressante à surveiller, dit la "Réforme Economique"; elle le devient plus encore quand ce pays se prépare à modifier ou à renforcer son régime dans le sens de la protection ou dans le sens du libre-échange. L'Allemagne se trouve dans une situation tout à fait exceptionnelle: c'est elle qui, avec Bismarck, a inauguré l'ère de la protection; elle n'a fait, d'ailleurs, que s'engager de plus en plus dans cette voie. Pendant plusieurs années, le commerce extérieur de l'Empire avait pris une extension qui devenait inquiétante pour les nations concurrentes; tout à coup, en 1890, le mouvement ascensionnel s'arrête, puis fait place à un recul. En même temps, le Gouvernement lançait son nouveau projet de tarification, que l'on déclare, en Allemagne, inspiré par les agrariens et imaginé uniquement à leur profit, malgré l'apparence d'augmentation de la protection industrielle. De là, l'opposition que l'on connaît, et, de là aussi, l'importance que peut avoir l'examen de la situation économique de l'Allemagne, à l'heure où se joue une partie aussi grosse qu'une révision des tarifs douaniers.

★ ★ ★

Si nous remontons à l'année 1900, nous voyons que le temps d'arrêt et le mouvement de recul qui se produisit subitement vers le milieu de cette année et se continua jusqu'à la fin, s'étendit à presque toutes les branches de la production. Le mouvement en avant avait provoqué l'essor de toutes ces branches, le mouvement contraire eut également une répercussion générale. Ce fut, tout d'abord, le marché intérieur qui se maintenait et même semblait gagner du terrain. C'est ainsi que la valeur provisoire des marchandises exportées au cours de l'année 1901 figure, dans les évaluations douanières, pour 4,677 millions de marks, contre 4,611 et 4,207 millions pour les années 1900 et 1899. Cependant, ainsi que le reconnaissent eux-mêmes les Anciens du Commerce de Berlin, il ne faudrait pas voir dans cette augmentation un signe de prospérité, c'est plutôt le contraire: en présence de l'insuffisance du marché intérieur, les producteurs allemands ont dû s'efforcer de trouver au dehors des débouchés à n'importe quelles conditions, de sorte que, bien souvent, ils ne vendaient qu'à un très petit bénéfice, quand ce n'était pas à perte; l'exportation n'était que la soupape de sûreté de l'industrie, destinée à empêcher la pléthore de la production qu'on ne peut régler toujours à sa guise.

Cette situation était, du reste, inévitable: pendant les bonnes années, l'in-

dustrie s'était livrée à un travail sans repos; elle ne s'était pas contentée de suffire aux besoins de la consommation, elle avait sans cesse augmenté ses moyens de production, agrandi ses anciennes fabriques, construit de nouvelles, remplacé les anciennes machines; elle avait aussi poussé à la construction de maisons ouvrières, semblant enchaîner les ouvriers à un milieu et faire croire à la durée de l'entreprise. La production devenait ainsi de plus en plus considérable, et avec la concurrence acharnée qui était la conséquence fatale de cette surproduction, il arriva ce qui devait forcément arriver, c'est que les prix des matières premières et des matières accessoires augmentaient, en même temps que diminuaient les capacités d'achat de la population agricole.

Mais ce qui fut encore bien plus sensible pour les grands centres du commerce et de l'industrie fut la crise du crédit qui éclata après la découverte des légèretés, et des tromperies qu'avaient exercées toute une série de grandes entreprises industrielles transformées en Sociétés, par actions, de banques de crédit et d'hypothèques. Une grande partie des prêts consentis à des Sociétés étaient purement nominaux et ne reposaient sur rien de réel, aucune garantie ni hypothèque n'existant plus. Dans ces conditions, les désastres financiers ne pouvaient qu'être considérables, et la plus grande partie de l'année 1901 ne pouvait qu'en être péniblement influencée; ce n'est que dans les derniers mois que la situation s'est, sinon améliorée, du moins assise.

Il est aussi une question qui a exercé, au moins en Prusse, une influence fâcheuse: c'est celle des canaux. On s'est, dans cette circonstance, trouvé en présence d'une opposition tenace, qui se butait à des intérêts particuliers et ne voulait céder à aucune considération des intérêts généraux.

Une des plus fâcheuses conséquences de la crise industrielle a été la nécessité de diminuer le travail et même de congédier des ouvriers; c'est surtout pendant l'automne de 1901 que ce fait a dû se produire dans de plus larges proportions. Un grand nombre de fabriques appartenant à la métallurgie, construction de machines, électricité, et parmi elles les plus importantes, ont, pendant l'hiver 1901-1902, occupé 25 pour cent d'ouvriers en moins que pendant l'année 1900.

Comme on le sait, le commerce berlinois, comme du reste la majeure partie du commerce allemand, fait des vœux pour que le projet de tarif douanier n'ait jamais force de loi. La tendance primordiale de ce projet, consistant à aggraver les droits de douane sur les produits agricoles de toute sorte et au besoin d'en créer de nouveaux, en

même temps qu'on augmenterait dans de notables proportions la protection de l'agriculture, cette tendance, disent les commerçants berlinois et allemands, mettrait en grave danger l'ensemble de la vie économique de l'Allemagne, le travail national, dont la sécurité doit être le principal objet de la politique commerciale, tandis que les adversaires d'une sage politique ne recherchent que des intérêts particuliers. Le renchérissement des denrées alimentaires et des articles de consommation les plus nécessaires à l'existence doit être rejeté au nom de la paix sociale entre les différentes classes de la population, aussi bien qu'au nom de la politique économique internationale. "D'ailleurs, dit le commerce berlinois, quel avantage retireraient les fabricants de produits industriels d'une augmentation de tarifs sur les produits similaires importés de l'étranger, puisque, par contre, en raison de l'augmentation des denrées alimentaires et du coût de l'existence en général, ils se verraient dans la nécessité d'élever les salaires de leurs ouvriers, peut-être dans des proportions plus considérables que le bénéfice qu'ils espèrent retirer de la majoration des droits sur les produits étrangers?"

Indépendamment de ces considérations d'ordre intérieur, les Anciens de Berlin attirent l'attention sur ce que deviendrait à l'étranger le commerce allemand, si les produits de son industrie, par suite de ces augmentations de tarifs, se présentent sur le marché du monde à des prix plus élevés, qui, avec la concurrence acharnée que se font entre elles les nations, ne leur permettront plus la lutte au grand détriment de l'industrie nationale, qui se trouvera ainsi forcément réduite au marché intérieur.

On le voit par la courte analyse qui précède, le tableau de la situation économique de l'Allemagne est bien noir, au moins aux yeux des commerçants berlinois; d'après eux, tout n'est pas encore perdu, mais s'il y a un moyen de salut, il réside dans le rejet du tarif nouveau et dans le maintien du régime actuel.

On comprend que nous n'ayons pas à prendre parti dans cette querelle intime: notre rôle est celui de spectateurs, non désintéressés sans doute, mais dont l'intervention n'aurait aucune raison d'être. Nous n'avons qu'à veiller et surtout à ne pas nous endormir en présence de la situation moins propice de l'industrie allemande. Quoi qu'il soit bien certain que l'exportation de nos voisins ne puisse plus grandir comme elle l'a fait, et qu'au contraire elle soit exposée à des déclin, ce n'est pas un motif pour croire que le rôle économique de l'Allemagne est terminée; avec une telle croyance, nous nous exposerions à de cruels mécomptes.

HENRI RHEIN.